Extrait du Madagascar-Tribune.com

http://madagascar-tribune.com/Interview-du-PHAT-sur-TV5-monde,16808.html

Interview du PHAT sur TV5 monde

- Interview -

Date de mise en ligne : lundi 12 décembre 2011

Madagascar-Tribune.com

La Direction de la communication de la présidence de la HAT a cru bon et utile de transcrire et de distribuer l'interview à la presse et par conséquent d'en faire part au public.

Question de Denise Epoté (Q) : Monsieur le Président, bonjour et merci de recevoir TV5 Monde à la Résidence de Madagascar à Paris à l'occasion de la visite que vous effectuez en France. Votre présence à Paris est-elle la preuve que le soutien de Paris, et notamment de Nicolas Sarkozy vous est acquis malgré l'enlisement qu'est connue ces derniers mois, la crise malgache ?

Réponse du Président Andry RAJOELINA (R) : La France a toujours été sensible au dénouement de la crise malgache. La France a toujours été aux côtés du Peuple malgache. Justement, maintenant que la Feuille de route a été validée et entérinée par l'ensemble de la Communauté Internationale, dont les Nations - Unies, l'Union Africaine, et la SADC même qui a rédigé la Feuille de route. Ceci dit, on m'a consacré, en tant que Président de la Transition de Madagascar. La mise en oeuvre de la Feuille de route est actuellement en bonne voie parce que nous avons pu nommer un Premier Ministre de consensus, former un Gouvernement d'Union Nationale, et mettre en place les deux Institutions de la Transition. Ceci marque la volonté et un nouveau départ pour Madagascar et c'est pour cette raison que le Président Nicolas Sarkozy m'a reçu pour une visite officielle et une visite de travail en même temps.

Q : A la demande de la France, il est question que Madagascar réintègre l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) alors que la règle conditionne, la réintégration au sein de cette famille francophone après le retour à l'ordre constitutionnel. Est-ce que ce n'est pas un régime de faveur qui vous est accordé ?

R : Non ! Je ne dirai pas que c'est un régime de faveur mais il y a ce qu'on dit « Transition démocratique ». Ce que Madagascar est en train de vivre actuellement, c'est vrai qu'on n'a pas pu trouver un accord entre les politiciens et les parties prenantes depuis deux ans et demi. Les conséquences sont répercutées pour le Peuple malgache. Mais actuellement, cette Transition est en bonne voie. C'est pour cette raison que la Communauté Internationale, en général, soutient et accompagne la Transition à Madagascar.

Q : Pour l'heure, le retour au sein de l'Union Africaine n'est pas encore à l'ordre du jour. Est-ce que vous le déplorez ?

R : Aujourd'hui même, il y a la réunion de la Commission de Paix et de Sécurité à Addis-Abeba, dont je suppose qu'il y aura des répercussions positives par rapport au positionnement de l'ensemble de la Communauté Internationale parce que vous avez pu constater le communiqué de l'Union Européenne qui souhaite vivement débloquer petit à petit la situation de Madagascar. Alors, je pense que tout est en bonne voie actuellement. Madagascar est un pays qui mérite d'être soutenu et mérite aussi de développer.

Q : Plus de deux ans après le début de la crise malgache, comment vous jugez les actions qui ont été menées, d'une part par l'Union Africaine et d'autre part par la SADC pour, justement, accompagner Madagascar dans une sortie de crise définitive.

R : L'objectif final est plus important : les accords politiques signés et validés aujourd'hui, c'est l'organisation des élections libres et transparentes. Ceci dit, on a eu beaucoup de problèmes parce qu'il y a eu plusieurs accords signés mais malheureusement ils n'ont pas abouti. Maintenant, on a pu, la Communauté Internationale, et aussi les politiciens et les parties prenantes malgaches, prendre des leçons du passé pour pouvoir éviter les erreurs du passé. Nous sommes arrivés aujourd'hui à la mise en oeuvre de cette Feuille de route et surtout d'organiser des élections libres et transparentes en 2012.

Copyright © Madagascar-Tribune.com

Q : Certains observateurs, malgré tout, ont souvent jugé que la SADC jouait le pourrissement de la crise malgache. Est-ce que c'est un jugement que vous partagez ?

R : La situation à Madagascar, après le soulèvement populaire de 2009 a été très très mal comprise, a été aussi déformée dans l'ensemble des actions et de l'explication et de la compréhension même de la situation malgache. C'est pour cette raison qu'aujourd'hui, tout a changé. Parce que les pays membres de la SADC ont compris les effets destructeurs des trois anciens chefs d'Etat qui s'obstruaient toujours à bloquer le processus et maintenant, je pense que tout cela est en règle. On a pu rassembler notre force, surtout la force vive malgache pour pouvoir avancer et de concert pour le bien-être de la population.

Q : Quelles assurances vous donnez aujourd'hui, le Président de la Transition que vous êtes, pour garantir la tenue des rendez-vous électoraux en 2012 après les échecs de 2011 parce que vous vous souvenez que les législatives étaient prévues au mois de Mars et une présidentielle au mois de Mai. Alors, quelle garantie vous donnez, aujourd'hui, aux malgaches mais également à la Communauté Internationale que 2012 sera l'année des élections à Madagascar ?

R : Si cela ne tenait qu'à nous, on aurait du organiser des élections même il y a un an et demi passé de cela. C'est vrai, on a annoncé à plusieurs reprises l'organisation des élections mais les éléments n'étaient pas rassemblés parce que les élections qu'on devrait organiser devrait avoir l'aval de l'ensemble des acteurs, c'est - à - dire du peuple malgache, des dirigeants et de la Communauté Internationale même. Maintenant, je pense que tout cela est rassemblé et qu'on puisse vraiment avancer vers l'organisation des élections. Le peuple a réclamé l'organisation des élections depuis le début de la crise mais cela a été mal compris. Maintenant, nous avons en mains cette Feuille de route qui nous permettra d'aller de l'avant pour aller vers notre objectif final qu'est l'objectif des élections.

Q : Une présidentielle. Une question à laquelle vous ne répondrez peut-être pas maintenant. Serez-vous candidat ?

R : Les élections se feront, surement, et selon ce qui est stipulé dans notre code électoral, entre le 30 Avril et le 30 Novembre. La Feuille de route est aussi explicite que la Transition devrait se terminer en Décembre 2012 au plus tard. Cela signifie que tout est enclenché et les élections auront lieu. En ce qui concerne ma candidature, je l'ai déjà répondu que vous allez me laisser ce privilège de l'annoncer au peuple malgache au moment voulu quelle que soit ma décision.

Q : Ce serait sur que vous serez candidat ?

R : L'important dans la vie c'est de faire quelque chose et ouvrer pour le bien être de son peuple surtout en tant que dirigeant. L'important c'est de réussir aussi sa mission mais pas d'aller en mission. Aujourd'hui, c'est un grand défi qui attend Madagascar, un défi de développement et par rapport à cela, il faut bien étudier, peser et au moment voulu, quand la date des élections sera fixée, j'annoncerai devant la Nation, ma décision.

Q : Donc, elle est encore en train de murir ?

R : C'est encore en train de murir. Mais surtout actuellement, ma mission est bien définie et déterminée. Il y a un objectif clair : c'est la réussite de la Transition, la mise en oeuvre de la Feuille de route et une sortie définitive de crise.

Q : Afin que des élections crédibles, libres et transparentes puissent se tenir en 2012, il faudrait un

Copyright © Madagascar-Tribune.com

consensus de toutes les mouvances sur les listes électorales qui posent toujours problèmes dans la majorité des élections surtout sur le continent africain. Le dernier recensement date de 1993, cela fait presque 20 ans. Comment s'assurer que tous les malgaches en âge de voter seront présents sur les listes électorales de 2012 ?

R : Depuis le soulèvement populaire, c'est - à - dire depuis Mars 2009, et depuis le référendum qui s'est passé il y a un an de cela, nous avons oeuvré, justement, vers l'objectif pour avoir une liste électorale acceptable et pour que les citoyens malgaches, que les électeurs soient vraiment répertoriés. Nous avons déjà entamé les travaux depuis un an et maintenant, je pense que nous sommes prêts à aller de l'avant pour l'organisation de ces élections. Ce qui s'est passé à Madagascar, vous savez, l'organisation des élections, premièrement, a toujours été confiée à l'Etat. Cela manque de neutralité. Maintenant, nous allons mettre en place la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), nous allons aussi adopter le bulletin unique. C'est ce qui a été réclamé depuis des années par les opposants. Quand le peuple croit aux élections, à l'organisation des élections transparentes, je peux vous assurer qu'il n'y aura plus de soulèvement populaire à Madagascar. Quant les politiciens ont la garantie qu'ils peuvent accéder au pouvoir par la voie des urnes, à ce moment là, les règles de jeu sont claires. Et je crois que c'est un grand défi qui nous attend et qu'on va atteindre.

Q : Et ce sera une élection à un tour ou à deux tours ?

R : Ça dépend. Si l'on a la majorité plus de 50% au premier tour, le Président sera élu au premier tour mais sinon, il y aura un second tour.

Q : Dans la feuille de route qui a été signée le 16 Septembre dernier, le point 4 prévoit la nomination d'un premier Ministre de consensus, vous faites allusion tantôt. A peine nommer, Omer Beriziky est contesté par Marc Ravalomanana mais également par Didier Ratsiraka. C'est pas de très bonne augure, ce n'est pas vraiment « d'Union Nationale ».

R : L'opposition à Madagascar trouve toujours des excuses pour pouvoir bloquer la situation. Maintenant, quand il s'agit de Madagascar, il faut que les politiciens parlent d'une seule voix pour le bien-être de la population et de ce grand pays qui mérite vraiment l'espoir. Actuellement, le peuple malgache est en désespoir face aux actions des politiciens malgaches. Nous devrons montrer des exemples et des modèles. Vous savez, l'opposition a réclamé qu'il faut que le Premier Ministre vienne des Plate-formes de l'opposition à savoir des trois anciens chefs d'Etat. Le Premier Ministre actuel, c'est l'ancien Président Zafy Albert qui l'a proposé. Donc, si ce n'est pas consensuel, je ne comprends pas. D'ailleurs, cela a été félicité par la Troïka de la SADC qui est chargé du suivi de la mise en oeuvre de la Feuille de route à Madagascar.

Q : On sait qu'Albert Zafy, qui dirige une des mouvances politiques, a toujours critiqué votre manière de conduire la Transition jusqu'ici. Le fait que vous acceptiez son candidat comme Premier Ministre, est-ce que ce n'est pas une manière de l'amadouer ?

R : Pas du tout. Ce qui est important pour moi, c'est d'avancer. On a peut-être fait beaucoup de sacrifices mais l'objectif est d'alléger la souffrance et la torture morale du Peuple malgache et il est de mon devoir de chercher des solutions pour résoudre la crise. Aujourd'hui, je suis ravi parce que le processus est en bonne marche, la reconnaissance est au bout des doigts. Et maintenant, je pense que nous allons réussir notre mission.

Q : Parmi les Institutions de la Transition, on compte le Parlement qui aujourd'hui, malheureusement fait l'objet de plusieurs critiques, on le trouve pléthorique, instable parce que justement Albert Zafy refuse d'y siéger et Marc Ravalomanana menace de le quitter si ses revendications ne sont pas prises en compte. On

Copyright © Madagascar-Tribune.com

vous a reproché d'avoir pris de décisions qui sont contraires à la Feuille de route que vous avez signée puisque vous avez imposé 20 députés et 10 Sénateurs. Est-ce que ce n'est pas un risque que vous courez que vous allez encore imploser cette Feuille de route dont l'objectif était au départ d'être consensuel ?

R : La question qui se pose est jusqu'à quand nous allons écouter les caprices des uns et des autres ? Maintenant, il s'agit de regarder de près et de voir à la loupe l'avenir des 20 millions de malgaches. Il ne suffit plus de chercher les intérêts des individus ou des anciens présidents, qui font partie du passé actuellement. Mais ils sont encore là grâce à la Feuille de route et ils sont acteurs. Maintenant, il est temps de renouveler la classe politique à Madagascar. En ce qui concerne la mise en place de ces deux Institutions, la Chambre haute et la Chambre basse, dont le Congrès de la Transition qui exerce la fonction de député et qui remplace l'Assemblée Nationale et le Conseil Supérieur de la Transition qui exerce les fonctions des sénateurs et remplace aussi le Sénat malgache. J'ai moi-même présidé une réunion où toutes les parties prenantes étaient présentes. Nous nous sommes convenus de la composition de ces Institutions où nous avons convenus de comment nommer les membres de ces Institutions. Alors, je suis étonné que 2 ou 3 jours après on s'oppose à une décision prise ensemble, consensuel, majoritaire. Tout le monde a adopté la façon dont on va mettre en place ces Institutions.

Q : Mais est-ce qu'en période de récession économique il ne faudrait pas justement de réduire la composition de ces deux Chambres, comme le propose d'ailleurs l'un des Présidents de mouvances qui propose six fois vingt-deux le Parlement, 22 étant le nombre des Régions et 6 membres et deux fois vingt deux pour le Sénat. Est-ce que ce n'est pas plus raisonnable ?

R : Les politiciens malgaches ne seront jamais satisfaits.

Q : Vous en faites parties ?

R : Non ! Moi je suis là pour cadrer et pour faire avancer le processus. Si nous avons fait la moitié ou le quart, on aura des critiques. Pourquoi avoir réduit le nombre ? Parce que tout le monde veut y être. Maintenant, on entend encore beaucoup de gens, pourquoi on n'est pas là dedans, on n'est pas représenté. Maintenant, je peux vous dire que ces Institutions sont validées par l'ensemble des acteurs politiques et aussi la Feuille de route a mentionné un élargissement des Institutions. Donc, le nombre qui est de 251 pour le Congrès de la Transition. Plus on ajoute les mouvances ou les parties prenantes qui ne sont pas encore représentées, bien évidemment le nombre va gonfler ou supérieur au nombre initial.

Q : Sur le plan économique, tous les indicateurs sont au rouge à Madagascar. Est-ce que votre rencontre, ce jour, avec Nicolas Sarkozy vous a donné des promesses et des garanties d'accompagner Madagascar sur le plan économique ?

R : Aujourd'hui, le grand défi de la Transition, c'est un grand défi social. Il faut que les dirigeants se rapprochent de la population, s'occupent de la population. Et j'avoue que c'est vrai que pendant ces deux ans et demi on n'a pas pu le faire parce qu'on était tout le temps dans les querelles politiques, dans les distensions politiques. Maintenant, c'est le moment de se pencher et de voir, de soulager la souffrance des malgaches. On a pu gérer la situation sans l'aide internationale, jusqu'ici. Mais c'est vrai qu'on a quand même besoin, et surtout pour les infrastructures et tant d'autres, de l'aide budgétaire de la Communauté Internationale.

Q : La France sera à vos côtés ? Nicolas Sarkozy vous l'a promis ?

R : Justement, c'est là que je voudrais en venir, surtout on vient actuellement de signer, avec la France, les subventions et les dons pour un projet qui s'appelle « lalan-kely » ou les ruelles de la Capitale de Madagascar,

Copyright © Madagascar-Tribune.com

Antananarivo, d'un montant de 9 millions d'Euros. Ce qui est intéressant avec ce projet c'est de pouvoir faire de l'HIMO (Haute Intensité de Main d'oeuvre) pour créer de l'emploi pendant plusieurs années et cela touche plus de 600 000 personnes. Ca c'est une chose. La France joue aussi un rôle très important en Europe parce que la France, à travers son Président, se bat pour sauver l'Euro et l'Europe. Comme vous le savez, il y a aussi les financements de l'Europe qui sont aussi bloqués actuellement, dont nous comptons sur l'appui personnel du Président de la République française pour nous aider à débloquer cette situation.

Q : Sur le plan social, la tension est toujours entretenue sur les partisans de Marc Ravalomanana qui souhaitent son retour. D'ailleurs, son fils a été arrêté. L'article 20 de la Feuille de route prévoit le retour de tous les exilés malgaches. Est-ce qu'il va s'appliquer à l'ancien Président parce que la réconciliation aussi passe par là ?

R : Vous savez, j'ai fait une déclaration. Et j'ai accepté le retour de l'ancien Président, l'Amiral Didier Ratsiraka qui était en exil, ici en France, depuis plus de 9 ans. Et je suis fier qu'il soit rentré en bonne santé et pas le contraire. Cela fait 9 ans et il aussi 75 ans. Mais en ce qui concerne l'ancien Président Ravalomanana, c'est une autre affaire parce qu'il est condamné pour des crimes de sang.

Q : Raisons de plus, parce qu'il est condamné. Ne faut-il pas qu'il revienne à Madagascar pour être jugé par la Justice malgache ?

R : Je m'en remets à l'Afrique du Sud et à la SADC pour prendre une sage décision pour que la paix et la sérénité soient préservées à Madagascar.

Q : Didier Ratsiraka auquel vous faisiez allusions est rentré après 9 ans d'exil. Pour la sortie de crise malgache, il propose une solution « plus nationaliste », dit-il. Est-ce que vous l'avez rencontré récemment ? Est-ce que vous aviez l'occasion d'en discuter ?

R : J'ai aperçu à travers la presse les déclarations de l'ancien Président Didier Ratsiraka. Nous attendons de lui, qu'il devrait proposer des solutions pour le bien-être du peuple malgache, pour le développement de Madagascar mais non pas chercher / créer d'autres problèmes. Il ne présente pas de solutions parce qu'il a prôné pour la rencontre entre les 3 chefs d'Etat et moi-même, chose qui a été faite à plusieurs reprises, on s'est rencontré à Maputo, on s'est rencontré à Addis-Abeba, on s'est rencontré à Gaborone mais je suis désolé car c'était quand même la honte d'exposer le problème interne malgache à travers le monde entier. Maintenant, la Feuille de route est en marche et moi, je ne suis pas ami avec ceux qui reculent. Je suis avec ceux qui voient l'avenir et ceux qui veulent avancer.

Q : La Feuille de route prévoit également la création d'un Conseil de la Réconciliation et l'indemnisation des personnes qui ont subi des préjudices entre 2002 et 2009. Est-ce que plusieurs gens au niveau de la réconciliation nationale, ce n'est que la classe politique qui se réconcilie et qu'elle prêche par l'exemple ?

R : Aujourd'hui, la classe politique s'est déjà réconciliée.

Q : Apparemment, non ?

R : Je vais vous donner quelques exemples. L'ancien Président Zafy Albert était l'ennemi politique de Didier Ratsiraka. Aujourd'hui, il se serre les coudes, il se serre les mains. Et pareille. Le Pr Zafy Albert disait vraiment tout le mal sur l'ancien Président Ravalomanana, il a même dit qu'il faut l'emprisonner, qu'il faut le torturer et maintenant, ce sont des alliés qui s'appellent, qui se téléphonent. Donc, la réconciliation à leur niveau, aujourd'hui je pense que

Copyright © Madagascar-Tribune.com

ca été déjà faite.

Q : Mais la réconciliation entre vous et Marc Ravalomanana n'est pas faite.

R : Entre moi et Marc Ravalomanana, je l'ai déjà dit, moi personnellement je le pardonne de tout le mal qu'il a voulu et qu'il m'a fait. Mais je ne peux pas faire pardonner à la place des autres, de la famille des gens qui sont aujourd'hui orphelins, des gens dont les corps sont disparus. Tout cela, il faudra du temps. Et nous allons voir la suite de l'histoire.

Q : Est-ce que ce n'est pas à la Justice de trancher tout cela ?

R : C'est à la Justice de trancher cela.

Q : Pour terminer cet entretien, Monsieur le Président, la majorité des malgaches vous surnomme TGV, cela peut être un compliment parce que TGV est une belle invention technologique française, le Train à Grande Vitesse mais cela peut être aussi une critique parce qu'à 37 ans, les malgaches estiment que vous allez un peu trop vite. Qu'est ce que vous leur répondez ?

R : La valeur de l'homme n'attend pas les années. Vous savez autant que moi, l'histoire de Napoléon Bonaparte élu premier Président de la République française et par la suite j'en passe parce qu'il a été empereur. Loin de là, je ne veux pas être empereur de Madagascar. Je veux être un jeune et tant que je serai vivant, j'oeuvrerai pour le développement de Madagascar et pour le bien du peuple malgache.

Q : Monsieur le Président, je vous remercie.

R : Merci !

Copyright © Madagascar-Tribune.com